

Dossier Bologne : Résumé de la problématique

Janvier 2004

Fédération des Etudiants de l'Université de Liège
Place du XX Août, 24 – 4000 Liège
Tel : 04/366.31.99 – Fax : 04/366.29.95
info@fedu-ulg.org - <http://www.fede-ulg.org>

Sommaire

Introduction	p.4
1. Le processus de Bologne : bref historique	p.5
2. Déclaration conjointe des étudiants à Bologne	p.8
3. Qu'implique le processus de Bologne ?	p.9
4. Le décret Dupuis	p.12
5. Réactions au décret Dupuis	p.13
6. Conclusion : la position de la Fédé sur le décret	p.15

Introduction

Les quelques pages qui vont suivre proposent un résumé bref mais aussi complet que possible du processus de Bologne, qui doit amener à une refonte totale du paysage de l'enseignement supérieur en Europe. Il s'agit, dans la mesure du possible, de resituer le combat mené actuellement en réaction au décret Dupuis dans un contexte plus global que sont les Accords de Bologne.

Le présent petit opus se veut, fort modestement, un outil de référence utile destiné à tous les étudiants intéressés par l'avenir de l'enseignement supérieur en Communauté française et dans toute l'Europe.

S'adressant prioritairement à des étudiants universitaires, ce petit guide abordera essentiellement la problématique relative à l'enseignement supérieur de type universitaire.

1. Le processus de Bologne: bref historique

Déclaration de la Sorbonne (1998)

Le 25 mai 1998, à l'occasion du 800ème anniversaire de l'Université de Paris, les quatre ministres français, allemand, italien et britannique chargés de l'enseignement supérieur s'accordaient sur une déclaration commune, la **Déclaration de la Sorbonne**, en vue d'"harmoniser l'architecture du système européen d'enseignement supérieur." Affirmant que l'Europe ne pouvait pas être uniquement "celle de l'Euro, des banques et de l'économie", ils appelaient de leurs vœux une Europe du savoir qui abolirait les barrières, développerait un cadre d'enseignement et assurerait la promotion de la mobilité et d'une coopération toujours plus étroite.

Déclaration de Bologne (1999)

Un an plus tard, en réponse à cet appel, 29 pays (dont la Belgique) signaient, le 19 juin 1999, la **Déclaration de Bologne** dans laquelle tous reconnaissaient le bien-fondé d'un "espace européen de l'enseignement supérieur".

" Il est aujourd'hui largement reconnu qu'une Europe des Connaissances est un facteur irremplaçable du développement social humain, qu'elle est indispensable pour consolider et enrichir la citoyenneté européenne pour donner aux citoyens les compétences nécessaires pour répondre aux défis du nouveau millénaire, et pour renforcer le sens des valeurs partagées et de leur appartenance à un espace social et culturel commun." (Déclaration de Bologne, 1999)

Les pays signataires, en affirmant leur adhésion aux principes généraux de la **Déclaration de la Sorbonne** (notamment en ce qui concerne l'attachement au caractère public de l'enseignement supérieur), s'engageaient à coordonner leurs politiques pour atteindre, à court terme (2010 au plus tard), les objectifs suivants :

- Adoption d'un système de diplômes facilement lisibles et comparables, afin de favoriser l'intégration des citoyens européens sur le marché du travail et d'améliorer la compétitivité du système d'enseignement supérieur européen à l'échelon mondial.
- Adoption d'un système qui se fonde essentiellement sur deux cursus, avant et après la licence¹ (bachelor + master).
- Mise en place d'un système de crédits (comme celui du système ECTS) comme moyen approprié de compatibilité entre les différents systèmes d'enseignement et de promotion de la mobilité des étudiants.

¹ Par "licence", il faut entendre ici le 1er cycle d'études, soit l'équivalent d'une licence en France, par exemple, à savoir 3 ans.

- Promotion de la mobilité des étudiants, enseignants, chercheurs et autres personnels en surmontant les obstacles à la libre circulation.
- Promotion de la coopération européenne en matière d'évaluation de la qualité, dans la perspective de l'élaboration de critères et de méthodologies comparables.
- Promotion de la nécessaire dimension européenne dans l'enseignement supérieur.

La déclaration s'achevait par l'engagement des pays signataires à réaliser ces objectifs, **dans le cadre de leurs compétences institutionnelles respectives**, afin de consolider l'espace européen de l'enseignement supérieur.

Déclaration de Prague (2001)

Deux ans après la **Déclaration de Bologne**, les ministres de l'enseignement supérieur des pays signataires (devenus 33) se réunissaient à Prague afin "*de dresser le bilan des progrès accomplis et de définir les axes prioritaires du processus pour les années à venir.*"

Se référant à la **Déclaration de Bologne**, les ministres présents ont envisagé l'avenir du processus par les initiatives suivantes :

- Approbation et réaffirmation des points des réunions précédentes
- Affirmation du principe d'éducation et formation tout au long de la vie.
- Implication des établissements d'enseignement supérieur **et des étudiants** en tant que partenaires compétents, actifs et constructifs dans la mise en place de l'espace européen de l'enseignement supérieur.
- Accroître la coopération en matière d'éducation transnationale, afin de rendre l'espace européen de l'enseignement supérieur plus attractif pour les étudiants d'Europe comme du reste du monde.

Les ministres s'engageaient enfin à poursuivre leur coopération dans la mise en oeuvre des objectifs de la **Déclaration de Bologne** et à assurer le suivi du processus.

Déclaration de Berlin (2003)

La réunion du 19 septembre 2003 à Berlin des ministres responsables de l'enseignement supérieur avait pour objet de "*passer en revue les progrès et de mettre des priorités et de nouveaux objectifs pour les années à venir [...].*" L'accord fut mis sur les considérations, principes et priorités suivantes :

- Approbation et réaffirmation des points des réunions précédentes.
- Réaffirmation de l'importance de la dimension sociale du processus de Bologne et de la notion d'enseignement **comme bien public sous la responsabilité du public.**
- Engagement pour 2005 à avoir commencé la mise en place du système à deux cycles.

- Réaffirmation du principe de participation active de tous les partenaires dans le processus (Institutions d'enseignement et étudiants). "***Les étudiants sont des partenaires à part entière dans la politique de l'enseignement supérieur.***"
- Accord pour dire que l'attrait et l'ouverture de l'Enseignement Supérieur Européen devrait être renforcé.
- Entreprise d'efforts nécessaires pour faire des Institutions Européennes d'Enseignement Supérieur des partenaires encore plus attrayants et efficaces. Pour ce faire, les Ministres leur demandent d'améliorer le rôle et la pertinence de la recherche concernant l'évolution technologique sociale et culturelle ainsi que les besoins de la société.

In fine, la réunion se clôturait par un accord portant sur la mise en application de 3 priorités intermédiaires fixées pour les deux années à venir : **assurer la qualité, système en deux cycles, reconnaissance de degrés et périodes d'études.**

La prochaine réunion des Ministres européens en charge de l'Enseignement supérieur aura lieu en 2005 à Bergen (Norvège). Comme les autres, elle portera sur un inventaire des progrès réalisés par les pays signataires dans le cadre du processus de Bologne et la fixation de nouvelles priorités pour les années suivantes, jusqu'en 2010.

2. Déclaration conjointe des étudiants à Bologne

Lors de la déclaration de Bologne, le 19 juin 1999, une vingtaine d'organisations étudiantes venues de divers pays d'Europe se réunissaient également pour faire entendre leur voix (mystérieusement absente des débats). Heureux de constater une intensification de la coopération entre gouvernements européens au niveau de l'enseignement supérieur, ces organisations tenaient toutefois à commenter la déclaration officielle.

Ces commentaires se résument en quelques points :

- Les institutions d'enseignement supérieur en Europe ne manquent pas de "compétitivité" au niveau international. Néanmoins, le meilleur moyen d'améliorer leurs attraits et qualités est l'augmentation du financement public.
- Un enseignement de qualité et ouvert à un maximum d'étudiants doit être fermement défendu. La Déclaration ne peut être un moyen d'instaurer une quelconque limitation de l'accès à l'enseignement supérieur.
- La diversité des enseignements n'est pas la cause de son "manque de succès". Celle-ci peut aussi être un avantage au niveau international. Une réelle politique d'attrait des étudiants étrangers consisterait plutôt en l'octroi de bourses d'études.
- La mobilité doit devenir un droit pour tous les étudiants. Une crainte est que cette mobilité ne soit réservée qu'à une nouvelle élite d'étudiants. Les deux freins les plus évidents à la mobilité restent le petit nombre de bourses et leurs montants faibles, ainsi que l'absence d'un système d'équivalence des diplômes entre les formations européennes.

Enfin, les organisations étudiantes tenaient à exprimer leur profond regret de n'avoir pas été conviées à participer à la rédaction et à la définition des objectifs des déclarations de la Sorbonne et de Bologne, alors qu'elles représentent une des populations les plus concernées par ces réformes.

3. Qu'implique le processus de Bologne?

S'il est un fait que les motivations et principes fondamentaux qui sous-tendent le processus devant amener à la création d'un "*Espace Européen de l'Enseignement Supérieur*" ne peuvent être remises en cause, il convient tout de même de s'interroger sur ce qu'impliquent réellement les accords de Bologne et quels en sont les **risques potentiels**. Si certains n'y voient qu'une simple réforme de structures bénéfique pour les étudiants et l'enseignement supérieur en général, d'autres, au contraire, soupçonnent Bologne "*d'être un instrument de marchandisation de l'enseignement qui conduit à un enseignement privé de financement public, payé par des minervals explosifs, et par le sponsoring d'entreprises privées, bref une unif à l'américaine*"².

En réalité, il est difficile de se faire une idée précise du processus de Bologne tant le cadre légal de celui-ci est ténu. L'enseignement supérieur ne faisant pas partie des compétences de l'Union européenne, les différents Etats menèrent son harmonisation au travers d'accords purement formels passés entre eux (les fameuses "déclarations" explicitées plus haut). La mise en application des réformes est laissée aux seuls soins des acteurs eux-mêmes, à savoir les Etats pris individuellement et les Institutions d'enseignement supérieur (**le décret Dupuis, par exemple, est la mise en application en Belgique francophone du processus de Bologne**).

Toutefois, il n'est pas inutile de pointer quelques points d'un processus destiné à refonder complètement le paysage éducatif européen.

Dans son article « Voir Bologne et mourir ? », Bernard Swartenbroekx résume les objectifs de Bologne en trois maîtres mots³ : **mobilité, compétitivité, employabilité**.

-) La **mobilité**, objectif premier du processus, vise à permettre aux étudiants, chercheurs et diplômés de se mouvoir sans contrainte au sein de l'« espace européen ouvert de l'enseignement supérieur ». Cet objectif implique les réformes telles que la compatibilité des systèmes d'enseignement supérieur (harmonisation) ou le système de crédits (ECTS).

-) La **compétitivité** est un objectif à plus long terme. Il s'agit avant tout de renforcer l'attrait et l'ouverture de l'enseignement supérieur européen face à la concurrence extérieure (en particulier, les universités américaines). Le but avoué est d'attirer un maximum d'étudiants, chercheurs, diplômés non européens et, si possible, conserver les plus brillants d'entre eux. L'harmonisation doit permettre d'atteindre cet objectif (diplômes comparables, crédits, méthodologies et critères de qualité communs).

-) L'**employabilité**, enfin, s'inscrit dans le débat sur les exigences que la société émet envers son système d'éducation. "*À travers ce terme se cristallise la volonté d'une rentabilité de l'investissement consenti par la société et par l'étudiant pour la poursuite d'études supérieures*"⁴. Il s'agit donc d'accroître la capacité de l'enseignement supérieur à répondre aux

² Alessandro GRUMELLI : "Bologne et la privatisation de l'enseignement", cf. <http://www.bea-interfac.be>

³ Bernard SWARTENBROEKX, « Voir Bologne et mourir ? » in *Politique, revue de débats*, n°24, avril 2002.

⁴ *Idem*

besoins de la société, bref sa rentabilité, en particulier sur le marché de l'emploi. Le principe d'éducation et de formation tout au long de la vie répond notamment à cet objectif.

Risques potentiels

D'ores et déjà, nous pouvons pointer les quelques risques pour l'enseignement supérieur que comportent ces trois concepts.

- **Qu'entendre par compétitivité?** : La compétitivité prônée par le processus de Bologne ne risque-t-elle pas de s'appliquer également entre les Institutions européennes d'enseignement elles-mêmes? Le risque est de voir apparaître (ou s'accroître) une compétition provoquée par une mise en concurrence des "fournisseurs" de formation.
- **Convergence ou divergence?** : L'adoption d'une norme de qualité et de critères d'évaluation communs (crédits, critères de qualité) contribuera-t-elle réellement à l'harmonisation du paysage institutionnel? Par exemple, aucune règle précise à ce jour n'assure la normalisation et l'équivalence des crédits ECTS attribués dans les établissements. Une unité de valeur attribuée dans un tel établissement n'aura peut-être pas la même valeur dans un autre. Le risque est de voir apparaître des pôles d'enseignement connectés entre eux (reconnaissant mutuellement la qualité et la compatibilité de leurs cursus) mais étanches au reste du système éducatif, jugé plus faible au sein d'un environnement compétitif.
- **Quid de la mobilité?** : La mobilité tant souhaitée ne risque-t-elle pas de ne profiter qu'à une poignée de privilégiés? S'il est acquis qu'il s'agit d'un des principaux objectifs du processus, il n'existe en revanche aucune garantie pour que celle-ci profite au plus grand nombre (notamment au niveau du financement).
- **Marginalisation de filières?** : L'exigence d'employabilité ne risque-t-elle pas de provoquer à terme la marginalisation (voire la disparition) de certaines filières jugées peu intéressantes par rapport aux demandes du marché de l'emploi? Les sciences humaines, par exemple, pourraient dans ce cas être particulièrement visées par cette **logique des débouchés**.
- **Mobilité obligatoire?** : Remarquons qu'une suppression de filières, si cela devait arriver, impliquerait une mobilité obligatoire pour les étudiants désireux de suivre tel ou tel cursus.
- **Influence du monde professionnel?** : Dans la continuité du point précédent, l'accroissement de la présence des milieux professionnels dans la définition et l'organisation des cursus (selon les exigences à court terme du marché) constitue également une conséquence possible de l'exigence d'employabilité.
- **Le vocabulaire utilisé?** : Il est regrettable de constater que le lexique utilisé dans le cadre de ces réformes rappelle de manière quelque peu inquiétante celui du monde de l'économie : "compétitivité", "crédit", "employabilité", "professionnalisation", "efficacité", "attractivité", etc.

Les éléments pointés ci-dessus, rappelons-le, ne constituent pas des faits en soi mais des dérives potentielles envers lesquelles il convient de rester vigilant. La garantie du principe

d'un enseignement comme bien public sous la responsabilité du public a jusqu'ici été réaffirmée à plusieurs reprises tout au long du processus. Les accords de Bologne ne constituent donc pas a priori une menace pour l'enseignement supérieur européen mais comportent tout de même une série de risques pour lesquels la plus grande attention reste de mise.

Quels moyens d'action?

La particularité de l'élaboration du processus de Bologne, rappelons-le, consiste en son cadre légal extrêmement ténu. Le processus s'est en fait limité à une série de déclarations d'intention, sans aucun effet obligatoire, et à la constitution de groupes d'experts chargés du suivi des quelques rencontres interministérielles (Bologne, Prague, Berlin...). Ce sont les Etats, et eux seuls, qui sont individuellement chargés de la mise en application des réformes de leurs systèmes d'enseignement supérieur respectifs (sous peine de se voir marginalisés dans un paysage européen harmonisé).

Dans ces conditions, les principes généraux du processus global peuvent difficilement devenir la cible d'une éventuelle contestation. Seule l'application concrète, d'Etat à Etat, peut faire l'objet d'un débat entre les différents acteurs du domaine concerné.

En Belgique francophone, c'est le **décret Dupuis** (du nom de la ministre en charge de l'enseignement supérieur) qui encadre la mise en application du processus de Bologne.

4. Le décret Dupuis

Le 26 novembre 2003, la ministre Dupuis en charge de l'enseignement supérieur en Communauté Française de Belgique, déposait au Gouvernement de la Communauté Française son fameux "*Avant-projet de Décret définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'Espace Européen d'Enseignement Supérieur et refinançant les universités.*" La mise en application concrète en Belgique francophone des réformes décidées lors du processus de Bologne venait de naître.

Que comporte ce texte? Avant toute chose, il se charge de mettre en application les points principaux décidés aux diverses conférences vues plus haut. Plus globalement, et outre le "passage à Bologne", cet avant-projet entend également (comme son titre l'indique) définir l'enseignement supérieur, refinancer les universités et (comme son titre ne l'indique pas) organiser pour les institutions la possibilité de se regrouper.

Remarquons au passage que les organisations étudiantes ont été superbement ignorées lors de l'élaboration de ce décret. Ce manque de considération à l'égard de l'opinion des premiers concernés par la réforme est pourtant en totale contradiction avec les déclarations interministérielles vues plus haut, et qui, rappelons-le, affirment que "***les étudiants sont des partenaires à part entière dans la politique de l'enseignement supérieur.***" Dont acte.

Les principaux points du Décret

Ceux-ci sont :

- La réaffirmation du caractère public de l'enseignement supérieur.
- L'application du système de crédits ECTS.
- Le passage au système 3+1 et/ou 3+2 pour l'acquisition de la maîtrise : baccalauréat (3 ans) - maîtrise (bac+1) - maîtrise spécialisée (bac+2) - doctorat (bac+5).
- La possibilité de constituer des "Académies universitaires" : partenariat entre au moins 2 universités (une université ne pouvant aller que dans une seule académie) et d'éventuelles Hautes Ecoles.
- L'affirmation de la mobilité comme principe fondamental de l'enseignement supérieur.
- L'institution pour les étudiants d'un système de passerelles plus large.
- La création d'écoles doctorales.
- Le refinancement des universités.

Les points repris ci-dessus sont ceux qui concernent en priorité les étudiants. Beaucoup d'autres points mériteraient que l'on s'y arrête également.

5. Réactions au décret Dupuis

Dès la publication de la première version en octobre 2003, le décret de Mme Dupuis suscita des réactions en divers sens et à tous les niveaux des acteurs concernés.

Réaction des Recteurs

Le CRef (Conseil des Recteurs de la Communauté française) ayant participé à l'élaboration du Décret Dupuis, ces derniers sont évidemment enthousiastes par rapport au texte présenté.

Réaction du corps académique

Les réactions observées au sein du corps académique sont loin d'épouser l'enthousiasme des recteurs quant au texte de la ministre.

Dans un document de travail établi par la **délégation interfacultaire du corps académique du CA de l'ULB**, l'inquiétude des professeurs est explicite :

" Sans remettre aucunement en cause l'indispensable intégration des universités de la Communauté française dans un processus européen de réforme ni l'opportunité de certains changements, force est de constater que le projet de décret dépasse de loin le cadre d'une "adaptation à Bologne" et réglemente des domaines qui s'inscrivent dans des enjeux bien plus larges."

Les craintes du corps académiques sont de plusieurs ordres et peuvent être résumées comme suit :

- Le texte témoigne d'une volonté croissante de réglementer l'enseignement universitaire et donc de réduire sa sphère d'autonomie.
- Le texte présente trop d'incertitudes quant à l'avenir en laissant dans le flou de nombreuses conséquences à moyen terme (notamment en ce qui concerne les fusions et regroupements).
- Il présente une conception restrictive de la recherche (notamment en présentant les doctorants comme des étudiants au long cours plutôt que comme de futur chercheurs).
- Les risques de limitation de l'accès à l'enseignement universitaire et de privatisation sont accrus.
- La technicisation croissante des cycles d'études est en contradiction avec la nécessité de cadres d'analyse et d'outils méthodologiques et conceptuels permettant aux universitaires de s'adapter à des disciplines en mutation de plus en plus rapide.

- Les changements apportés aux doctorats et aux spécialisations de 3e cycle vont aboutir à une dévalorisation accrue du doctorat et entraîner, dans certains domaines, la disparition d'importants champs d'expertise.
- L'application de ce texte va immanquablement poser de sérieuses difficultés pratiques.

La réaction des étudiants

Les organisations étudiantes ont évidemment fortement réagi à l'avant-projet du décret Dupuis. Outre le fait de n'avoir pas été conviées à son élaboration, elles pointent divers éléments, problématiques selon elles.

Dans un communiqué de presse publié le 8 décembre 2003, le Front Commun Syndical et les Organisations représentatives des étudiants (sauf la Fédé⁵) :

- Revendiquent une négociation globale avec tous les acteurs et niveaux concernés de manière à éviter toute discrimination entre Universités, Hautes Ecoles, Ecoles Supérieures des Arts, Instituts Supérieurs d'Architecture et Promotion Sociale.
- En appellent à un refinancement de tout l'enseignement supérieur eu égard à l'évolution croissante de leur population, la mobilité étudiante, la nécessité d'assurer partout la promotion de l'accès aux études et à l'aide à la réussite, la revalorisation égalitaire des subsides sociaux, ...
- Réclament une révision élargie et explicite du régime des passerelles par voie décrétable.
- Revendiquent un contrôle des acteurs étudiants et sociaux sur la constitution des nouveaux organes ainsi que sur les partenariats, accords de collaboration projetés (en bref, les académies), sous le bénéfice d'une réglementation publique.

En outre, la FEF (Fédération des étudiants francophones) vise également d'autres points :

- Quel financement pour la mobilité ?
- Quel financement pour une année d'études supplémentaire lors du passage au 3+2 ?

⁵ Parce qu'elle n'est pas affiliée à une organisation représentative communautaire, la Fédé n'était pas représentée dans ce communiqué de presse. Elle prendra position par la suite (voir plus loin).

Conclusion : la position de la Fédé

Comme nous l'avons déjà souligné, la Fédé n'est pas affiliée à une organisation communautaire, et n'agit donc qu'au niveau local : à l'Université de Liège. Pour cette raison, la position adoptée ne couvre la totalité du champ de l'enseignement supérieur, domaine privilégié de la FEF et de l'UnÉCoF.

Le 18 décembre 2003, l'Assemblée générale de la Fédé, en réaction à l'avant-projet de décret de la ministre Dupuis, a pris la position qui suit.

Réaction de la Fédération des Étudiants de l'Université de Liège au projet de décret de la ministre Dupuis sur l'application du processus de Bologne en Communauté française de Belgique.

Nous, la Fédération des Étudiants de l'Université de Liège, réagissant au projet de décret de la ministre Dupuis sur l'application du processus de Bologne en Communauté française de Belgique, souhaitons tout d'abord réaffirmer avec force notre volonté de voir l'enseignement supérieur rester un bien public accessible à tous. Nous nous opposons formellement à toute marchandisation de l'éducation.

Représentation étudiante

Nous rappelons par ailleurs notre exigence de voir les étudiants associés à toutes les décisions qui les concernent, notamment dans toutes les commissions touchant au pédagogique et au social.

Mobilité

Nous exigeons que le regroupement en académie ne soit pas la cause de la suppression de sections, qui nuirait à la qualité de l'enseignement et de la recherche, ainsi qu'à l'accès aux études. Ainsi, nous affirmons nos inquiétudes vis-à-vis de l'art. 33 §1^{er} alinéa 3 concernant les écoles doctorales. Si néanmoins un regroupement devait avoir lieu, nous exigeons des mesures sociales afin de ne pas pénaliser l'étudiant qui devrait se déplacer. La mobilité ne peut en aucun cas être imposée. Une mobilité librement choisie sera favorisée par un financement adéquat.

Refinancement

Il est important pour nous que soient conservées la diversité et la spécificité de chaque type

d'enseignement, supérieur universitaire et non universitaire, mais nous nous refusons à entrer dans un débat partisan entre Universités et Hautes Écoles. En revanche, il faut constater que refinancer uniquement les universités contribue à marginaliser une large part de l'enseignement supérieur, particulièrement au moment où le sous financement public menace certaines sections de disparition pure et simple (les sections Théâtre et Arts de la Paroles des conservatoires de Bruxelles et Liège, par exemple). Nous exigeons un refinancement supplémentaire de l'enseignement supérieur envisagé de manière globale.

Passage au 3-5

Nous souhaitons qu'il soit laissé aux sections de choisir en fonction de critères pédagogiques de passer en 3+1 ou en 3+2. Si une cinquième année se justifiait pédagogiquement, une subvention doit être prévue. Aucun surcoût à charge de l'étudiant n'est acceptable.

Passerelles

Le système des passerelles doit être clarifié pour que les étudiants sachent avec certitude quelles études de deuxième cycle ils pourront entreprendre et afin d'éviter que les institutions ne jugent au cas par cas selon le profil de l'étudiant.

Composition des Académies

Nous souhaitons une clarification de la composition des Académies universitaires et non universitaires et nous trouvons inadmissible que des membres du Conseil d'Académie bénéficie d'un droit de *veto*.

Considérations générales et conclusion

Nous sommes évidemment favorables à une plus grande mobilité des étudiants en Europe et à une plus grande ouverture des institutions européennes vers d'autres continents mais nous remarquons que les principaux obstacles à cette mobilité sont d'ordre financier et administratif. Actuellement réservée à une minorité d'étudiants favorisés, la mobilité doit devenir un droit pour tous.

Enfin, nous ne remettons pas en cause la nécessité pour les diplômes de correspondre aux attentes des employeurs. Mais ce rôle de l'enseignement supérieur ne peut occulter ses autres priorités que sont l'accès démocratique aux études, le respect de la diversité et de la liberté d'enseignement, la formation de citoyens critiques aptes à appréhender la société dans son ensemble, ou encore l'indépendance à l'égard de tout pouvoir politique, économique et idéologique.

Prenant en compte la volonté de certains acteurs économiques et institutions internationales d'amener l'enseignement dans une logique de marché (par l'AGCS notamment), nous nous méfions de potentielles dérives. Dans cette optique, nous demandons que soit pris le temps de réflexion nécessaire afin d'éviter toute décision prise dans l'urgence.